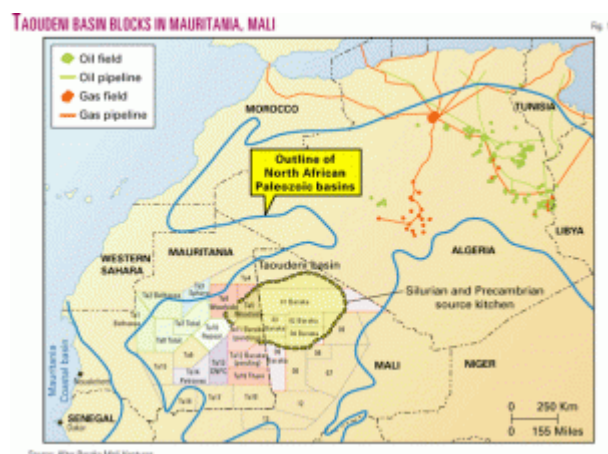


vendredi, 12 juillet 2013 13:07

Mali, victime de la malédiction du pétrole? par Elisabeth studer

IRIB-Et l'on tenterait encore de nous faire que la situation au Mali n'est pas liée au pétrole ?



Alors que [nous avons alerté ici-même](#) avant même le début du conflit malien, que le [Sahel et ses richesses pétrolières et gazières](#) pouvaient conduire la région au chaos, dans le cadre d'une nouvelle malédiction du pétrole – malédiction que certaines puissances mondiales auraient intérêt à développer, histoire de s'approprier les ressources locales ou au « mieux » éviter qu'elles ne tombent aux mains de leurs concurrents - l'actualité semble nous donner raison. Mêlant à la fois, simple ironie du sort ? ... le pétrole, les ressources énergétiques de l'Afrique ... et les paradis fiscaux tels que les îles Cayman. De quoi décidément, mettre les meilleurs scénaristes au chômage.

En tout état de cause, selon un communiqué du [Conseil des ministres tenu le 10 juillet au Mali](#), la société Corvus Resources Management Ltd vient de signer avec l'Etat malien une convention de quatre ans en vue notamment d'effectuer des travaux de recherche et un forage sur le bloc 6 du bassin de Taoudéni.

Un accord pour le moins « juteux », son montant s'élevant à 35 millions de dollars. Autre élément notable : la convention porte également sur le partage de production du bloc concerné, l'exploitation, le transport et le raffinage des hydrocarbures liquides ou gazeux.

La convention avec cette société de droit des Iles Caïmans est inscrite « dans le cadre de la promotion de la recherche et de l'exploitation d'hydrocarbure pour favoriser le développement économique du Mali », ont précisé les autorités maliennes. On croit rêver ..

Quoiqu'il en soit, ladite convention a été approuvée par un projet de décret adopté par le Conseil des ministres tenu sous la présidence du chef de l'Etat par intérim, le professeur Dioncounda Traoré.

Un accord signé quelques jours à peine avant un scrutin majeur pour le pays, l'élection présidentielle devant se tenir avant la fin du mois de juillet au Mali ...

Rappelons par ailleurs qu'en février dernier, des medias algériens avaient indiqué que Sonatrach avait décidé de geler l'ensemble de ses activités dans [le bassin de Taoudeni](#). Une décision qui intervenait alors qu'en 2012, le groupe énergétique algérien avait pu obtenir une prolongation de deux ans de son contrat d'exploration accordé par le gouvernement malien.

La presse algérienne rappelait alors que depuis 2007, l'Algérie avait du faire face à une rude concurrence avec des compagnies internationales pour la prospection pétrolière dans le [bassin de Taoudeni](#), tel [le français Total](#) mais également [Woodside](#), [Dana](#), IPG, le chinois CNPCIM, l'espagnol Repsol, l'égyptien [Foxoil](#).

Si en 2006, le groupe pétrolier ENI avait pu acquérir cinq licences en partenariat avec la société publique algérienne Sonatrach dans la zone, un porte-parole du groupe a récemment indiqué que la société italienne avait rendu ses licences. Raisons invoquées par ENI : « le [très faible potentiel de la région](#) ». Tout en précisant que les licences avaient été rendues avant le début de l'opération militaire française Serval.

Reste que la revue Africa Energy Intelligence annonçait quant à elle le 8 janvier 2013, que le 18 décembre 2012, soit trois jours après sa reconduction au gouvernement, le ministre malien des mines Amadou Baba Sy avait signé un décret stipulant la reprise par l'Etat malien du bloc 4 jusqu'alors opéré par [ENI](#) et Sipex (Sonatrach).

Précisons également que la carte d'implantation d'Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique) au Sahel correspond à tout point à [celle du bassin de Taoudeni](#) ... alors que les récentes découvertes de richesses minières contenues dans cette zone provoquent depuis quelques mois un vif intérêt pour cette région.

En février 2011, la presse algérienne indiquait que le groupe français Total et le groupe énergétique national algérien Sonatrach avaient dans leurs besaces plusieurs projets au Sahel. L'essentiel semblant être pour les deux groupes de « rafler » le plus de projets possibles, au Mali et au Niger.

Rappelons parallèlement qu'en 2012, à [trois mois de l'élection présidentielle](#), le gouvernement malien, déjà confronté aux enlèvements d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) et à la menace d'une crise alimentaire, avait dû faire [face à une nouvelle rébellion touareg](#) puis [à un coup d'état](#). Ces attaques étant alors les premières de ce type depuis un accord ayant mis fin à la [rébellion](#) mais également depuis le retour de Libye de centaines d'hommes armés ayant combattu aux côtés des forces du leader libyen Mouammar Kadhafi.

En avril 2011, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'était prononcée quant à elle en faveur d'une aide de 25 millions de dollars pour les rebelles libyens. Aide qui n'inclurait pas la fourniture d'armes ... si l'on en croyait ses propos. Des subsides destinées à permettre aux rebelles de lutter contre les mercenaires de Kadhafi. Ces derniers étant en grande partie des milliers de jeunes Touareg, recrutés pour apporter leur soutien au dirigeant libyen, selon la presse.

Une situation qui inquiétait d'ores et déjà grandement le Mali, lequel redoutait dès cette période des répercussions dans la région, [et plus particulièrement au Sahel](#), tout juste identifié – hasard de calendrier ? – comme un nouvel [eldorado pétrolier](#).

Précisons que ces populations nomades originaires du Mali, du Niger, et de [l'Algérie](#) ont, depuis les années 80, trouvé refuge auprès de l'ex dirigeant libyen lui promettant de sécuriser le Sud-Soudan, en échange de sa protection.

« Nous sommes à plus d'un titre très inquiets. Ces jeunes sont en train de monter massivement (en Libye). C'est très dangereux pour nous, que Kadhafi résiste ou qu'il tombe, il y aura un impact dans notre région », avait ainsi déclaré Abdou Salam Ag Assalat, président de l'Assemblée régionale de Kidal (Mali). **« Tout ça me fait peur, vraiment, car un jour ils vont revenir avec les mêmes armes pour déstabiliser le Sahel »** avait-t-il ajouté.

Situation d'autant plus inquiétante que Mouammar Kadhafi aurait pu être également tenté – la manne pétrolière aidant – de recruter auprès des jeunes Touaregs du Mali et du Niger, avais-je alors indiqué.

A Bamako et à Niamey, des élus et des responsables politiques craignaient d'ores et déjà à l'époque

que la chute de Kadhafi provoque un reflux massif de réfugiés touaregs dans une région du Sahel déjà très fragile, [une situation qui pourrait conduire à une déstabilisation de la région ...](#) redoutaient-ils alors.

Sources : presse algérienne, Africa Energy Intelligence, Reuters, Jeune Afrique

Elisabeth Studer – www.leblogfinance.com

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
